



10000027
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
/AONR/MPT/CIPM/2021 DU 17 AOUT 2021, LANCE EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU
BUREAU D'ETUDES EN VUE DE LA REALISATION DES ETUDES POUR LA
SÉCURISATION DES APPLICATIONS ET DES BASES DE DONNÉES UTILISÉES
PAR CERTAINES INSTITUTIONS PUBLIQUES. *P*

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Postes et Télécommunications lance un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un Cabinet ou Bureau d'Etudes en vue de la réalisation des études pour la sécurisation des applications et des bases de données utilisées par certaines institutions publiques.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en la réalisation des tâches suivantes :

2.1. Dresser l'état des lieux de la sécurisation des applications des administrations et institutions publiques

Il sera question de :

- recenser les applications informatiques et les bases des données exploitées par les administrations et institutions publiques ;
- déterminer leur environnement informatique, les langages de programmation ainsi que les logiciels utilisés ;
- identifier les besoins et attentes en matière de sécurisation des applications informatiques et des bases des données des administrations et institutions publiques ;
- évaluer le niveau de vulnérabilité des applications informatiques et des bases de données exploitées par les administrations et institutions publiques au Cameroun.

2.2. Elaborer un plan stratégique de sécurisation des applications et bases des données.

Il sera question, de :

- proposer des solutions techniques pour élever leur niveau de sécurité sur la base des normes et standards internationaux ;
- évaluer et proposer des mécanismes et solutions techniques à mettre en place pour la sécurisation effective des applications et des bases des données des administrations et institutions publiques au Cameroun, en tenant compte des contraintes techniques de l'Infrastructure à Clé public (PKI) de l'ANTIC;
- proposer un cahier des charges à soumettre aux différents intervenants concernés par les opérations de sécurisation.

Ce plan stratégique devra contenir une planification pluriannuelle et les estimations des coûts des opérations à mener. Il devra également établir des prévisions sur les applications et bases des données futures à sécuriser.

2.3. Elaborer des mécanismes de suivi-évaluation de cette sécurisation

Le Consultant devra proposer des mécanismes qui permettront de suivre et d'évaluer les opérations de sécurisation des applications et bases des données des administrations et institutions publiques planifiées dans le plan stratégique.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres national est restreinte aux cabinets ci-après, préqualifiés à l'issue de l'appel national à manifestation d'intérêt n°000003/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 du 18 mai 2021, à savoir :

- Information Technologie Sécurité (ITS BP 13438 Yaoundé;
- KIAMA SA BP 5440 Yaoundé;
- ESSOKA Cybersecurity Division BP Yaoundé.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du CAS-FSE, exercice 2021.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de soixante-treize millions (73.000.000) FCFA TTC, imputable à la ligne N°55 45 587 06 (C158706B011) 330006 2020 « Etude en vue de la sécurisation des applications et des bases de données ».

6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics) sis au 1^{er} étage de l'immeuble abritant le Ministère des Postes et Télécommunications, porte 162 (Tél. 222 23 36 41) dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés) sise au 1^{er} étage de l'immeuble abritant le Ministère des Postes et Télécommunications, porte 162 (Tél. 222 233 641) dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement, au Trésor public, d'une somme non remboursable de soixante-dix mille (70.000) francs CFA.

8. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics) sis au 1^{er} étage de l'immeuble abritant le Ministère des Postes et Télécommunications, porte 162 (Tél. 222 23 36 41), au plus tard le 08 SEPTEMBRE 2021, à 14 heures et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° _____ /AONR/MPT/CIPM/2021 DU _____, LANCE
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU
BUREAU D'ETUDES EN VUE DE LA REALISATION DES ETUDES POUR LA
SÉCURISATION DES APPLICATIONS ET DES BASES DE DONNÉES UTILISÉES
PAR CERTAINES INSTITUTIONS PUBLIQUES.
« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établi par un établissement financier de premier ordre agréée par le Ministère des Finances d'un montant d'un million quatre cent mille (1.400.000) FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps. L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera dans un premier temps et aura lieu le 21.09.2011 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL dans la salle de réunions de la Commission, sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège de la CAMPOST (porte 308).

L'ouverture des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note minimale requise se fera dans un second temps.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

12. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution des prestations prévu par le Maître d'Ouvrage est de trois (3) mois.

13. Principaux critères d'évaluation

13.1. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative, 48 heures après l'ouverture des plis ;
- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Document falsifié ou fausse déclaration;
- Offre technique comportant le montant de la proposition financière ;
- Offre financière incomplète ;
- Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de prestations ou de non défaillance ;
- Capacité financière insuffisante ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Note technique inférieure à 75/100 points.

13.2. Critères essentiels

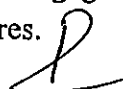
i	Présentation de l'offre	05 points
ii	Organisation, méthodologie, planning de réalisation de la mission	15 points
iii	Expérience et références du Cabinet ou Bureau d'Études,	25 points
iv.	Qualification du personnel d'encadrement	50 points
v	Moyens techniques, matériels et logistiques de travail.....	05 points

14. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection du mieux disant, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.



16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, porte 108, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

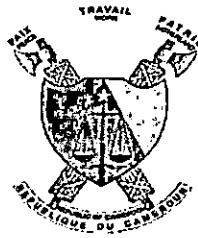
NB : Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725 / 699 370 748.- *[Signature]*

Ampliations:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés Publics (pour archivage)



[Signature]
Mme Libom Li Likeng
mme Mendomo Minette



00000027

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 00000027 /AONR/MPT/CIPM/2021 OF 17 AOUI 2021, LAUNCHED
IN A PROCEDURE OF URGENCY FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM OR
CONSULTING FIRM FOR THE CONDUCT OF STUDIES FOR SECURING THE
APPLICATIONS AND DATABASES USED BY SOME PUBLIC INSTITUTIONS. *P*

1. Purpose

The Ministry of Posts and Telecommunications hereby launches a restricted National Invitation to Tenders for the recruitment of a firm or consulting firm in order to conduct studies for securing applications and databases used by public administrations and institutes.

2. Description of services

The services under this tender consist in the conduct of the following tasks:

2.1. Drawing up an inventory of the security of the applications of public administrations and institutions

It shall focus on:

- making an inventory of the IT applications and databases used by public administrations and institutions;
- determining their IT environment, programming languages and software used;
- identifying the needs and expectations in terms of the security of IT applications and databases used by public administrations and institutions;
- assess the level of vulnerability of IT applications and databases used by public administrations and institutions in Cameroon.

2.2. Prepare a strategic plan for the security of applications and databases.

It shall focus on:

- Proposing technical solutions to raise their level of security on the basis of international norms and standards;
- Evaluating and proposing mechanisms and technical solutions to be put in place for the effective security of applications and databases of public administrations and institutions in Cameroon, taking into account the technical constraints of the Public Key Infrastructure (PKI) of NAICT;
- Proposing specifications to be submitted to the various stakeholders involved in the security operations.

This strategic plan shall contain a multi-year planning and cost estimates for the operations to be carried out. It will also have to draw up forecasts on the future applications and databases to be secured.

2.3. Preparing the monitoring-evaluation mechanisms for each security;

The Consultant shall propose mechanisms to monitor and evaluate the operations to secure the applications and databases of public administrations and institutions planned in the strategic plan.

(Divisional, Sub-divisional officer,...), in accordance with the provisions of the Special Tender Regulation.

They must not be more than (3) months old prior to the submission date of the bids or be produced after the signature date of this invitation to tender.

Any bid not complying with the provisions of the tender file shall be rejected.

11. Opening of the tenders bids

The opening of the bids shall be made in (02) two phases. Opening of administrative and technical documents will first be done on 05.01.2021 at 3pm by the Internal Tender Board of MINPOSTEL in their meeting room at the CAMPOST headquarters building, 3rd floor,(room 308).

The opening of the financial documents of bidders who have obtained the minimum required score will be done next.

Only the bidders or their duly authorised representatives may attend the public bidding opening ceremony.

12. Time limit

The maximum time limit for the performance of services provided by the Contracting Authority shall be (3) three months.

13. Main assessment criteria

13.1. Eliminary criteria

- Absence or non-compliance of one administrative document, 48 hours after the bids opening;
- Absence of a bid bond at the opening of bids;
- Forged document or false declaration;
- Technical bids including the amount of the financial proposal;
- Incomplete financial bid;
- The absence of a solemn statement not to abandon the services or defaulting it;
- Insufficient financial capacity;
- Absence of a quantified price;
- Technical score lower than 75/100 marks.

13.2. Main Criteria

i	Presentation of the bid	05 points
ii	Organisation, methodology and planning of the mission	15 points
iii	Experience and references of the firm or consulting firm,	25 points
iv.	Qualification of the managing staff,	50 points
v	Technical, material and logistical resources for the work.....	05 points

14. Selection method of consultant

The consultant will selected according to the lowest responsible bidder selection method, in accordance with the procedures laid down in this tender file.

15. Validity period of bids

Bidders shall be bound to their bids for a period of 90 days with effect from date of submission of bids.



16. Additional information

The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Networks and Information Systems Security, Room 108, Ministry of Posts and Telecommunications, Auxiliary Building. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

NB : In the event of any corruption attempt or in case of poor practises, kindly call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 205 725 / 699 370 748./-*P*

Copies to:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving)
- CIPM President (for information)
- Billboard (for information);
- Contracts service (for archiving)



Altu
Mme Libom Li Likeng
mée Mendomo Minette